**FR**

**Discours du président du CESE à l'occasion du Forum européen sur la migration, le 07/04/2016:**

Monsieur le commissaire, mon cher collègue le président du Comité des régions, mes chers amis et collègues, tout d'abord je tiens à exprimer mes remerciements les plus vifs à l'égard du commissaire – ce n'est pas parce que nous sommes amis, mais parce qu'il a fait preuve d'une très grande sensibilité dès le jour où il a été nommé membre de la Commission chargé des politiques et des problèmes de l'immigration.

Je tiens à remercier mon collègue, le président du Comité des régions, de sa présence ici, qui se place, je pense, dans le cadre de ce que nous avons convenu ensemble: développer des actions communes entre les deux comités.

Je pense que nous sommes d'accord ici sur le fait que les deux comités sont complémentaires. En effet, le Comité économique et social européen représente la société civile organisée, cette même société qui a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales et régionales, et cela s'applique aujourd'hui en pratique.

Un très grand merci à Irini Pari et à tous mes collègues du Comité économique et social européen qui ont assidûment et efficacement travaillé, dans le cadre de notre Comité, sur l'immigration. C'est grâce au travail de ceux qui sont encore membres du Comité et de ceux qui ne le sont plus, mais c'est aussi particulièrement grâce à Irini et à Luis Miguel Pariza que ce Forum a été créé, en coopération avec la Commission européenne. Merci beaucoup, Irini.

Ces remerciements s'adressent aussi à tous les collègues.

Le Comité économique et social européen n'est pas resté inactif. Dès la première manifestation des crises – crise de l'immigration, crise des réfugiés –, il a été la première institution européenne à revendiquer une réelle politique en matière d'immigration, une vraie politique européenne, et j'ai été enchanté d'écouter le commissaire affirmer que nous progressons sur cette question.

Nous avions déjà effectué des demandes en ce sens en 1982, avec un avis qui fut adopté à la quasi-unanimité. Lors de la crise, notre comité a immédiatement réagi en envoyant dix missions dans dix pays membres, pour constater et examiner la situation sur place et pouvoir ensuite formuler des propositions. Pour certains pays, les rapports sont accablants. Par la suite, une onzième mission a été envoyée en Turquie.

Mes collègues ont ainsi pu rencontrer les représentants de plus de cent-quatre-vingts organisations de la société civile organisée. Si vous tenez compte du fait qu'au sein du Comité économique et social européen nous représentons plus de deux cents organisations, cela indique que nous pouvons effectivement parler au nom de la société civile organisée.

Il est grand temps de reconnaître à sa juste valeur le travail qui est fait au sein du Comité économique et social européen et je me réjouis à nouveau d'entendre le commissaire dire qu'il va tenir sérieusement compte de nos propositions.

Nous avons souvent formulé des propositions qui, si elles avaient été adoptées sous forme de propositions de décisions par la Commission et sous forme de décisions finales par le Conseil des ministres et le Parlement, probablement – pour ne pas dire certainement – l'Europe se porterait-elle mieux aujourd'hui.

C'est évident, car lorsque nous parlons de l'Europe au Comité économique et social européen, nous parlons de ce que nos concitoyens vivent au jour le jour.

En matière d'immigration et de réfugiés, la situation est tragique et il est honteux que des pays membres de l'Union refusent d'offrir un peu de solidarité à des êtres humains qui fuient la guerre et la mort, alors qu'eux-mêmes ont pu, par le passé, bénéficier de cette solidarité.

Il est honteux de ne pas appliquer les décisions prises au niveau du Conseil et d'agir comme si l'on ne faisait pas partie de cette belle communauté européenne, de cette communauté qui nous a permis, à nous, à ma génération, de vivre en paix, et qui permettra également à nos enfants de continuer à vivre en paix.

Il est temps que les décideurs nous écoutent, il est temps que cette Europe se rende compte qu'elle a toujours eu besoin des migrants, que les migrants – comme mon collègue l'a dit – ont apporté une richesse dans nos pays et qu'il en sera de même demain.

En outre, notre civilisation, en tant qu'Européens, nous oblige à nous comporter de manière humaine au moins à l'égard des autres êtres humains qui en ont besoin.

Voilà, chers amis, les migrants et les réfugiés ne peuvent pas rester enfermés, ils doivent être intégrés dans nos sociétés et pouvoir bénéficier de cours de langues et de formations professionnelles. Ils doivent pouvoir entrer et être intégrés dans le marché du travail de nos pays.

Nous continuons à agir dans ce sens en tant que Comité économique et social européen et je sais que je peux compter sur mes collègues du Comité des régions.

Aujourd'hui, je peux aussi compter sur les efforts qui seront accomplis par le commissaire, M. Avramopoulos, et par la Commission européenne.

Je vous remercie d'être là et je souhaite que vos conclusions soient les meilleures, je me chargerai de les transmettre là où les décisions sont prises.

Merci.